

L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE DE LA RÉPONSE À LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS EN CÔTE D'IVOIRE EN 2020

Hyacinthe Digbeugby BLEY

Enseignement-chercheur d'Histoire Contemporaine

Université Félix Houphouët-Boigny

hyacinthebley20017@gmail.com

Résumé : Débuté en décembre 2019 dans la province de Hubei à Wuhan (Chine), le coronavirus a atteint des proportions importantes au point d'être qualifié de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en février 2020. La Côte d'Ivoire, pays ouest africain, n'a pas été épargné avec l'enregistrement de son premier cas de personne infectée en mars 2020. Pour contrer la propagation de cette pandémie, le gouvernement a pris des dispositions diversement appréciées par la classe politique, les organisations non gouvernementales et les populations. Cependant, il n'en demeure pas moins que la lutte contre la propagation de cette maladie était un prétexte d'instrumentalisation de la population ivoirienne par les organisations politiques en compétition à l'élection présidentielle en octobre 2020. Cet article met en exergue la bataille que se livre la classe politique à travers cette pandémie pour s'attirer la sympathie de la population et ainsi se positionner par rapport à ce rendez-vous de fin de mandat présidentiel. Notre méthodologie est basée sur des sources qui combinent des entretiens individuels, des focus groups et des recherches documentaires.

Mots-clés : Instrumentalisation, politique, lutte, coronavirus, Côte d'Ivoire

THE POLITICAL INSTRUMENTALIZATION OF THE RESPONSE TO THE SPREAD OF CORONAVIRUS IN CÔTE D'IVOIRE IN 2020

Abstract: Started in december 2019 in the province of Hubei in Wuhan (Chine), the coronavirus reached significant proportions to the point of being qualified as a pandemic by the World Health Organization (WHO) in February 2020. Côte d'Ivoire, a west african country, was not spared with the registration of its first case of affected person in March 2020. To counter the spread of this pandemic, the government has taken measures that are variously appreciated by the political class, non-government organizations and the population. However, the fact remains that the fight against the spread of this disease a pretext for the instrumentalization of the ivorian population by the political organizations competing in the presidential election of october 2020. This article highlights the battle being waged by the class policy through this pandemic to attract the sympathy of the population and thus position itself in relation to this appointment at the end of the presidential mandate. Our methodology is based on sources that combine individual interviews, focus groups and documentary research.

Keywords: Instrumentalization, politic, struggle, coronavirus, Ivory Coast

Introduction

En novembre 2019, un nouveau virus est découvert en Chine sous le nom de SARS-COV-2. Ce virus est responsable de la maladie à coronavirus 2019 dont les principaux symptômes sont : la fatigue, la toux, la fièvre et les difficultés respiratoires. Très

rapidement, le virus se répand dans le monde entier touchant plusieurs pays en Europe, en Amérique et en Afrique. En Côte d'Ivoire, le premier cas de maladie à coronavirus 2019 a été confirmé le 11 mars 2020. Dès lors, le nombre de personnes atteintes ne cesse de croître chaque jour. Face à cette montée, le gouvernement a adopté un ensemble de mesures sur le plan sanitaire, social et économique pour stopper la progression de la Covid-19 et mitiger ses effets. Entre autres mesures la fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes, l'état d'urgence et l'instauration d'un couvre feu nocturne. Abidjan, la capitale économique est isolée du reste du pays ; ce qui impacte négativement le rythme des activités économiques. En outre, nous avons la fermeture des lieux publics et l'interdiction de rassemblement de personnes (moins de 50 personnes) et la distanciation entre les personnes d'au moins un mètre (1m) dans les lieux publics. Dans ce contexte, et avec les échéances électorales qui se profilaient à l'horizon, il est question d'analyser et de comprendre le positionnement des partis politiques. Une telle question envisage une réponse qui situe leurs activités comme une mobilisation à double visée : renforcement du capital sympathie et préparation électorale. Il était nécessaire pour les partis politiques de surmonter la crise sanitaire et/ou d'en profiter pour continuer de se présenter sous bonne lumière auprès des électeurs en vue de l'échéance électorale prochaine, quoiqu'incertaine.

Ce travail s'appuie sur des recherches documentaires, des enquêtes orales auprès de certains acteurs de la scène politique ivoirienne et des populations¹. Pour rédiger cet article, nous avons utilisé la méthode historique qui consiste à soumettre à examen critique les documents écrits, les sources orales en fonction des circonstances, des intérêts en présence, de la mentalité de leurs acteurs. Elle nous a permis de confronter les témoignages quant au point de vue que l'on peut supposer. Naturellement, nous avons soumis ces témoignages à examen critique, cela nous a permis de faire ressortir des informations utiles à l'élaboration de cet article. L'étude part des hypothèses suivantes : le coronavirus comme prétexte pour les partis politiques de se considérer comme proches et sauveurs de la population ; la Covid-19 comme alibi pour s'attirer la sympathie de la population et se positionner pour les échéances électorales. De ces hypothèses découlent le plan qui suit : d'abord, nous présentons la situation du coronavirus en Côte d'Ivoire ; ensuite la question de l'aide dans la limitation de la propagation de la Covid-19, et enfin, on fera ressortir l'impact de cette pandémie en Côte d'Ivoire de mars 2020 aux élections présidentielles d'octobre de la même année.

1. La situation du coronavirus en Côte d'Ivoire

Il s'agit de faire l'état des lieux par rapport à la maladie en Côte d'Ivoire, les décisions prises par le gouvernement face à l'évolution de la maladie et enfin démontrer comment le coronavirus devient une croyance populaire qui se personnifie en politique.

1.1 Les décisions prises dès l'annonce de la pandémie

Dès l'enregistrement du premier cas d'infecté à la Covid-19 en mars 2020, plusieurs mesures ont été prises par le gouvernement pour limiter la propagation de la maladie. Entre autres, nous avons :

¹ Dans le cadre de cette étude, nous avons rencontré quelques acteurs politiques et des personnes au sein de la population d'Abidjan. Entre autres, ZIRIMBA Jacques, instituteur et membre du bureau de la jeunesse du FPI, Yopougon, le 21 juillet 2020 ; etc.

La suspension pour une période de 15 jours renouvelables, à compter du 16 mars 2020 à minuit, de l'entrée en Côte d'Ivoire des voyageurs non ivoiriens en provenance des pays ayant plus de 10 cas confirmés de maladie à coronavirus (Covid-19).

M. D. Traoré, (2020 : 4)

La population est soumise à une « quarantaine obligatoire pour 14 jours » (M. D. Traoré, 2020 : 4). En outre, il y a eu le renforcement de contrôle sanitaire aux frontières aériennes, maritimes et terrestres ; l'on a mis en quarantaine des cas suspects et des contacts des malades dans les centres réquisitionnés par l'Etat ; le gouvernement a exigé la fermeture de tous les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur pour une période de 30 jours à compter du mois de mars 2020 à minuit. Il a imposé le respect d'une distance d'au moins (01) un mètre entre les personnes dans « les grandes surfaces, les maquis, les restaurants, les entreprises, la zone portuaire et les lieux publics » (F. L. Vanié, 2020). Enfin, des mesures d'hygiène corporelle, comportementale, hydrique et alimentaire comme le lavage des mains au savon ; le gouvernement a annoncé l'interdiction des accolades et embrassades ; celle de la consommation de la viande de brousse de façon stricte ; il a ordonné la fermeture des boîtes de nuit, des cinémas et des lieux de spectacle, pour une période de 15 jours renouvelables à compter de 18 mars à minuit. Tous les événements sportifs et culturels nationaux et internationaux pour une période de 15 jours ont été suspendus à compter du 18 mars 2020 à minuit. Ces mesures du Conseil National de Sécurité (CNS) sont renforcées par des mesures prises par le chef de l'Etat ivoirien à travers son discours à la nation du 23 mars 2020. Entre autres mesures, le chef de l'Etat a exigé la fermeture de tous les maquis et restaurants, après celle des boîtes de nuit, cinémas et des lieux de spectacles, un couvre feu a été instauré de 21h à 5h du matin. Il a ensuite procédé au confinement progressif des populations par aire géographique en fonction de l'évolution de la pandémie. La régulation, l'interdiction des déplacements non autorisés entre Abidjan et l'intérieur du pays font partie des décisions prises par le chef de l'Etat. Ces mesures prises par les autorités ivoiriennes vont bouleverser les habitudes des populations et suscité des grognes.

1.2- Le corona : une croyance populaire qui se personnifie en politique

Du 11 mars au 31 décembre, la Côte d'Ivoire a enregistré officiellement 22.490 cas de Covid-19 et 137 décès selon les données du Ministère de l'hygiène et de la Santé Publique. Avant cette date, la Covid-19 n'était plus la préoccupation majeure de l'ivoirien et ce, jusqu'à l'ouverture de la campagne présidentielle. On se souvient d'ailleurs de la fameuse boutade « On s'en fout de corona² » lancée le samedi 22 août 2020 lors de la cérémonie de son investiture devant plus de 50.000 de ses partisans par Alassane Ouattara, candidat à sa propre succession. Sans verser dans une analyse excessive, il est intéressant de noter que le Président avait dit : « on s'en fout **de** corona », et non « on s'en fout **du** corona », une sorte de personnification de la pandémie qu'on peut voir ici comme un acteur important de cette période électorale, et non comme une simple maladie. L'écho qu'a eu cette déclaration du Président puisait son effet dans des croyances populaires répandues autour de l'infection à coronavirus. Malgré toutes les campagnes d'information autour de la pandémie et la réalité du nombre de décès de cette maladie, la réaction des

² Extrait du discours du président sortant Alassane Ouattara lors de son investiture à la candidature du RHDP, son parti le 22 août 2020

Ivoiriens n'est cependant pas homogène. Le respect des mesures barrières est diversement interprété par les populations. Il y a ceux qui paniquent, prennent d'assaut les supermarchés ou les pharmacies pour y acheter de quoi se protéger c'est-à-dire les cache-nez, les gels etc., et il y a d'autres qui ont accueilli la maladie avec sourire et humour, (S. Dali, J. Baller 2021 : 9). Des millions d'Ivoiriens demeurent persuadés que la maladie vient « d'ailleurs » que « le corona là, ce n'est qu'une affaire de blancs », ou que ce n'est qu'une « invention de l'occident », ou encore « une maladie de voyageurs », (M. Foucault, P-H. Bono 2022 : 12). C'est donc à cette deuxième opinion que la boutade présidentielle donnait de l'onction. Mais au-delà de l'acquiescement d'une philosophie ou d'une autre sur la réalité objective de la pandémie en Côte d'Ivoire, cette petite blague présidentielle peut être aussi vue comme traduisant un cynisme politique évident, quand on sait que des mois durant, les activités de beaucoup de partis politiques ont été freinées ou mises en arrêt, justement parce qu'on « ne s'en fout pas » de corona. Les acteurs politiques ont donc agi en pleine conscience des enjeux sanitaires de l'heure. Toutefois, nous notons la divergence d'idées quant aux mesures prises par le gouvernement au niveau des partis politiques, des chercheurs et leaders d'opinions. Pour Abou Cissé, un proche de Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara, président de la République manipule les chiffres des contaminés et l'opinion nationale pour faire peur à la population et aussi se positionner par rapport aux échéances électorales. C'est pourquoi, il affirme : « Voyez-vous, tout ce mensonge d'Etat et de mépris vis-à-vis du peuple doit prendre fin au soir du 31 octobre, date qui marque la péremption du RDR-RHDP et sa gestion scandaleusement classique » (A. Cissé, 2020). La pandémie est donc sortie du cadre de la maladie pour devenir un outil de positionnement des partis politiques en Côte d'Ivoire. Pour sa part, Francis Akindès (2020 ; 10) se prononçant sur les mesures prises par le gouvernement notamment le confinement affirme : « il y a comme un refus de confinement en tant que privation de liberté. Celui qui vit seul est très mal perçu. On dit qu'il vit "comme un blanc", qu'il est "humainement pauvre" ». Pour lui, si le confinement est « la seule option possible » sa mise en œuvre est au mieux « problématique », (F. Akindès, 2020 : 10). Ainsi la crise sanitaire, en exacerbant les inégalités sociales est la défiance vis-à-vis du politique, conduira à la déstabilisation d'Etats déjà fragiles. C'est pourquoi Akindès affirme : « on s'apprête à changer de paradigme : on va passer d'une problématique sanitaire à une problématique de maintien de l'ordre. Et in fine, à une problématique sociale parce que cela va exacerber toutes les frustrations présentes dans le corps social » (F. Akindès 2020 ; 10). La pandémie du coronavirus au-delà d'une infection, se personnifie en politique et devient un enjeu pour les animateurs de la scène politique ivoirienne.

En outre, les modalités dans la gestion du virus par le pouvoir restaurent et amplifient l'ensemble des inégalités sociales et renforcent le poids des structures de domination alors que cette maladie ne connaît ni classe sociale, ni race, ni genre. Par exemple, les quartiers populaires d'Abidjan sont l'objet d'un contrôle policier tatillon, d'autant plus insupportable que c'est là qu'il y a des problèmes d'approvisionnement, de promiscuité dans les marchés et les supermarchés et concentration de la population dans les rues. Puisque c'est là que la densité d'habitations est plus forte, les appartements les plus exigus et la proportion la plus faible des privilégiés pouvant travailler. C'est là que vont être prises les images montrant que "l'Etat travaille pour vous" et fait bien régner l'ordre (F. Akindès 2020 : 10). Cela s'est démontré lors d'une patrouille dans le but de contrôler l'application du couvre feu à Yopougon et à Abobo. En effet, cette violence policière est dénoncée par De Laure Nesmon, une activiste et journaliste d'Abidjan, qui

recueille les vidéos. Elle dit en substance : « nous avons déjà peur du coronavirus, si on y ajoute à cela la crainte de la police censée nous aider à surmonter cette crise, on ne va jamais s'en sortir ».

Si la police a commencé à nier les faits, prétextant qu'une de ces vidéos avait été tournée en Guinée, elle s'est ensuite justifiée : « nous sommes en état d'urgence, si vous bravez le couvre feu, on ne va pas vous caresser », a dans un premier temps répliqué Charlemagne Bleu, le porte-parole de la police. Défense subtilement nuancée le 26 mars par la direction générale de la police qui, après avoir eu vent « des actes de violence commis par les forces de sécurité sur les populations civiles », martelait que « des mesures ont été prises pour faire appliquer le couvre-feu dans le respect des droits de l'homme ». À ce contrôle policier s'ajoute le mépris des médias relayant des images de violation de couvre-feu, « des commentateurs fustigeant " l'irresponsabilité " des pauvres et bien sûr des gouvernants faisant porter la responsabilité » (S. Hayat, 2020) morale du confinement aux gens soi-disant indisciplinés, pour mieux camoufler leur culpabilité dans l'étendue de la catastrophe. A cette violence physique et verbale va répondre l'observatoire ivoirien des droits de l'homme (OIDH) à travers son premier responsable en affirmant : « l'état d'urgence en Côte d'Ivoire est une situation d'exception et celle-ci ne doit se confondre avec l'état de siège ou la situation de conflit armé [...] la torture et les traitements inhumains sont formellement interdits et prohibés », (D.L. Nesmon 2020 : 11).

Au-delà de ces violences, il faut dire que la population ivoirienne est divisée quant à la véracité de l'existence de la pandémie. A Yopougon, un quartier d'Abidjan, nous avons interrogé le président des jeunes qui a dit ceci : « comme moi, beaucoup pensent que cette maladie là est une invention des Blancs pour encore nous piller, et nous endetter, c'est le fruit de leur imagination, nous ici à Yopougon nous ne croyons pas à l'existence de cette maladie. »³ Pour le président des jeunes de Yopougon, « c'est une maladie apportée par les gens aisés et mondialisés d'où son ironie »⁴. A ce comportement du président des jeunes, il faut ajouter la casse des installations Covid à Yopougon, fief de l'opposition qui s'inscrit bien dans les actes de défiance à l'endroit des autorités du fait de l'aversion qu'ont certaines populations de ce quartier pour celles-ci, depuis que leur leader Laurent Gbagbo a été transféré à la Haye par le gouvernement ivoirien en 2011. Enfin, le dernier fait marquant pour contester l'existence de la maladie, certaines personnes avancent à tort ou à raison que le Président Alassane Ouattara est un « pion » de l'Occident qui n'a jamais donné l'exemple en se faisant vacciner mais qui incite à la vaccination pour le compte dit-on, de ce projet finesse des Blancs de réduire la population mondiale, surtout africaine, d'où leur contestation à cette pandémie. Contrairement au président des jeunes qui se fait le porte-parole de ceux qui refusent l'existence de cette maladie, une autre frange de la population appelle à la conscience collective en respectant les mesures prises par le gouvernement. C'est dans cette optique madame Kouakou Honorine, membre d'une organisation non gouvernementale affirme : « je ne sais pas pourquoi les Ivoiriens sont si têtus, cette maladie est une réalité, elle tue très rapidement alors l'on devrait accepter et suivre les directives de notre gouvernement, ce n'est pas de l'amusement »⁵.

³ Propos d'un président d'un sous quartier de Yopougon, que nous avons interrogé lors de nos enquêtes le 19 juillet 2020.

⁴ . Propos d'un président d'un sous quartier de Yopougon, que nous avons interrogé lors de nos enquêtes le 19 juillet 2020.

⁵ Kouakou Honorine, membre d'une organisation non gouvernementale, que nous avons interrogé à Yopougon toits rouges lors de nos enquêtes le 19 juillet 2020.

De tout ce qui précède, il ressort clairement que les populations ici en Côte d'Ivoire sont divisées quant à la véracité de l'existence de la pandémie. Au delà de la perception variée de la population vis-à-vis de la maladie, il faut dire que cette maladie commence à être prise au sérieux en ce sens que nombreux sont les Ivoiriens qui lui accordent de plus en plus de crédit face à la montée du nombre de contaminés et de décès. Quant aux politiciens, pour eux c'est l'occasion d'être plus proches de la population pour ainsi s'attirer la sympathie de celle-ci dans le but de se positionner par rapport aux élections présidentielles d'octobre 2020.

Face à la recrudescence des contaminés et des morts, des aides seront apportées de toutes parts pour limiter la propagation de la COVID-19.

2. La question de l'aide dans la limitation de la propagation de la Covid-19

Pour faire face à cette maladie, toutes les couches socio-professionnelles et mêmes les organisations non gouvernementales s'organisent pour apporter leurs aides.

2.1 Les acteurs politiques aux prises avec les réalités ivoiriennes de la pandémie

L'aide des acteurs politiques et du gouvernement y compris est interprétée diversement au sein de la population (H. D. Bley, 2021). En effet, pour André Sylvère Konan (2020) « il y a ici théâtralisation de la détresse dans le but de la propagande politique ». En effet, les gens font une récupération de la crise sanitaire pour en profiter et en même temps faire campagne des futures élections (H. D. Bley, 2021), parce que normalement « les dons qui se font devraient être faits de manière neutre, mais avec ce que l'on voit, on ne sait pas si c'est une campagne ou un soutien aux populations vulnérables »⁶. Pour ces détracteurs du parti au pouvoir, les dons qui viennent du gouvernement sont considérés comme des instruments de propagande du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), d'autant plus qu'ils portent souvent la marque de certains leaders du pouvoir en place comme par exemple des insignes de nom du premier Ministre Amadou Gon Coulibaly (AGC). En outre, « on faisait des dons de sacs de riz, des bidons d'huile, là où les populations avaient besoin de gans, de cache-nez ou des gels hydro alcooliques »⁷, affirme Youan Bi Angenor, proche de Laurent Gbagbo. Pour l'opposition, c'est le moment d'accentuer les dénigrements contre le pouvoir et le discréditer (H. D. Bley, 2021) à travers leurs dons qui d'ailleurs sont souvent refusés par les bénéficiaires. Pour elle, c'est le gouvernement qui met pression sur les structures publiques pour ainsi refuser les dons des opposants. C'est par exemple, le cas d'Odette Lorougnon qui a vu le don du Front Populaire Ivoirien (FPI), proche de Gbagbo, refusé par l'Institut National Ivoirien pour la Promotion des Aveugles (INIPA). À cet effet, Odette Lorougnon a fustigé le parti au pouvoir : « Alors que nous sommes au temps d'une pandémie meurtrière la Covid-19 que vous êtes incapables de maîtriser, votre souci premier c'est d'arrêter encore les pro-Gbagbo, et refouler les dons de l'opposition »⁸. « Vous vous cachez derrière les arrestations et les violences pour camoufler votre impuissance à gérer la Covid-19 et incapacité à mettre les ivoiriens à l'abri et en

⁶ Propos d'un habitant de Yopougon, membre du bureau de la jeunesse FPI, pro-Gbagbo lors d'un entretien réalisé le 20 juillet 2020

⁷ Propos de Youan Bi Angenor, un proche de Laurent Gbagbo, interrogé le 21 juillet 2020 lors de nos enquêtes.

⁸ Propos de Marie Odette Lorougnon, présidente des femmes FPI, branche de Gbagbo. Propos tenus le 20 mars 2020 et relayé par Opéra News, un organe d'informations

sécurité »⁹. Par ailleurs les mesures restrictives prises par le gouvernement pour limiter la propagation de la Covid-19 apparaissent aussi comme limitatives pour les partis politiques surtout de l'opposition (H. D. Bley, 2021). Les dons apparaissant comme la « figure sociale » de cette pandémie qui y est selon Dali et Jérôme :

[...] marquée d'une part, par la division ancrée dans le clientélisme des interdictions et autorisations liées aux restrictions imposées, et d'autre part, à une forme de banalisation qui résulte de ses caractéristiques propres de massification, de banalisation et de naturalisation au regard notamment de celles du VIH-SIDA et de la fièvre Ebola.

Dali et Jérôme (2021 : 9)

L'option de l'investissement des acteurs politiques dans le soutien actif aux mesures gouvernementales était visiblement la seule (H. D. Bley, 2021) qui leur restait, devant les mesures restrictives fonctionnant parfois avec deux poids, deux mesures. Nous en voulons pour preuve le confinement raté de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) et le scandale qu'il charia en son temps. Tout porte à croire que les privilégiés pouvaient passer outre ces mesures pendant que les laissés pour compte étaient astreints à les respecter scrupuleusement. En effet, l'échec de cette quarantaine à l'INJS-Marcory pour les voyageurs en provenance de l'étranger est le fait de certaines célébrités qui refusent de s'y soumettre. On peut citer le footballeur Marx Alain Gradel, l'épouse du lead vocal du groupe musical Maggic System et surtout le fils du premier ministre de l'époque, Gbon Coulibaly, qui rentre dare-dare au pays fuyant ainsi la pandémie en Europe. C'est en cela qu'un habitant d'Abobo affirme : « quand c'est les habitants de Yopougon ou d'Abobo, on nous traite d'inconscients et d'irresponsables qui ne respectent pas la loi »¹⁰. Plus loin, l'opposition politique considérait que le pouvoir profite des restrictions imposées par la maladie pour occuper le terrain seul en vue des échéances électorales du 31 octobre 2020, « ce parti profite de la Covid-19 pour se rapprocher des populations afin de constituer un électorat acquis à sa cause »¹¹, Ousmane Zina¹² constate que :

Sur les réseaux sociaux, certains activistes critiquent la faible lisibilité accordée aux partis de l'opposition dans le cadre de leurs actions sociales. D'autres dénoncent une politique de deux poids, deux mesures, tandis que le parti au pouvoir se retrouve dans les différentes régions du pays pour faire des dons aux populations, les membres de l'opposition restent "confinés" à Abidjan sans que leurs actions sociales ne soient relayées par les médias d'Etat.

Ousmane Zina (2020)

Ousmane Zina dénonce ainsi le déséquilibre dans le respect des mesures barrières. Cela est d'autant plus vrai qu'il y a bicéphalisme au sommet de l'Etat dans la remise des dons.

⁹ Propos tenus par la présidente des femmes du FPI de Gbagbo le 20 mars 2020 pour réagir contre le refus du don de son parti à l'école des non-voyants de Yopougon.

¹⁰ Propos d'un habitant d'Abobo, au quartier BC lors de nos enquêtes le 22 juillet 2020

¹¹ Entretien avec Blé Guirao, le 10 septembre 2020

¹² Ousmane Zina, enseignant-chercheur, politologue à l'Université Alassane Ouattara a été interrogé le 15 juin 2020 à Bouaké

En effet, la ville d'Aboisso a assisté à deux styles d'empathie vis-à-vis des populations le 03 avril 2020.

Le vice-président Daniel Kablan Duncan fait des dons aux populations des départements d'Aboisso, de Tiapoum et d'Adiaké, lesquels ont été réceptionnés par des représentants lors d'une cérémonie sobre dans l'enceinte de la préfecture d'Aboisso. Cette cérémonie officielle a eu lieu dans le strict respect des mesures édictées par l'Etat de Côte d'Ivoire entre autres, l'interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes, et le respect de la distanciation sociale. A contrario, celle organisée par les représentants du premier ministre à l'intention des mêmes populations s'est faite dans un espace public et en violation d'au moins quatre mesures strictes édictées par le gouvernement pour freiner la propagation de la pandémie de coronavirus en Côte d'Ivoire à savoir, porter un masque, saluer sans se serrer la main, sans accolades et sans embrassades, respecter une distance d'au moins un mètre entre les personnes, éviter les rassemblements de 50 personnes. De plus, après la prise de vues réalisées par la presse et ce, pour donner l'impression d'une distribution populaire, les dons évalués à 70 millions de FCFA par les représentants du 1^{er} ministre ont été ensuite acheminés dans les résidences du ministre Aka Ahoulé où ils auraient été distribués à ses amis par ses collaborateurs.

(E. P. Fobah, 2020).

Si nous passons au peigne fin l'attitude de

Ces deux personnalités à l'aune des exigences de l'éthique républicaine, l'on s'aperçoit que cela pose le problème de la déontologie du don et l'on se demande pourquoi ; au sein d'un même pays, pour la même cause et le même parti, l'on observe des démarches dissonantes dans la distribution des dons. Qu'est-ce qui explique le manque de congruence au sommet de l'Etat ? Si ce n'est qu'une question de positionnement ? L'un est vice-président et deuxième personnalité dans l'ordre protocolaire mais plus respectueux des règles, avec un style mesuré. L'autre premier ministre a choisi un exhibitionnisme digne de la courtoisie électorale avec, de surcroît, l'utilisation des moyens de l'Etat pour offrir des vivres et non vivres présentés comme des dons privés, des dons par ailleurs estampillés le plus souvent des initiales de son nom. Pourquoi cette espèce de cafouillis et de mélange de personnes au sommet de l'Etat là où les populations étaient en droit d'attendre des attitudes harmonisées et conformes à la vision républicaine de l'Etat ? A quoi rime cette bipolarisation au sein de l'exécutif, avec l'opposition entre le respect des mesures prises par le gouvernement et la défiance vis-à-vis des mêmes mesures par les ministres qui sont censés être les premiers à les respecter et à être les garants de leur observance ?

E. P. Fobah, (2020).

Ces questions trouvent leurs réponses dans la séduction de la population pour un intérêt électoraliste.

Il ressort de ce qui précède que l'aide apportée aux populations vulnérables de la part du pouvoir et celle de l'opposition bien que limitée par les gouvernements sont diversement interprétées par les bénéficiaires. Parce que pour les populations ces aides ne sont que des alibis pour que ces partis et leurs animateurs atteignent leurs objectifs politiques. Qu'en est-il des ONG et les partenaires internationaux ?

2.2 Les ONG et les partenaires internationaux

La Banque mondiale et le gouvernement ivoirien ont signé un accord de crédit de 35 millions de dollars de l'Association Internationale de Développement (IDA), pour renforcer la lutte contre la pandémie de Covid-19 dans le pays. Cet appui de 35 millions vient s'ajouter aux 40 millions déjà mobilisés par le biais du mécanisme d'intervention d'urgence (CERC) à travers le Projet d'achat stratégique et d'alignement des ressources et de connaissances en santé. Cela porte désormais à 75 millions de dollars le montant total alloué par la Banque Mondiale au profit de la Côte d'Ivoire pour faire face aux mesures d'urgence dans la lutte contre la Covid-19¹³.

Le projet stratégique de préparation et de riposte à la Covid-19 vise à la prévention et le système de santé publique en fournissant des équipements de protection individuelle au personnel soignant et en fournissant du matériel adéquat aux unités de soins intensifs et aux établissements de santé. Cet appui permet également d'améliorer l'alimentation en eau, l'hygiène et assainissement des établissements sanitaires. Enfin, il finance la formation du personnel de santé, la détection rapide de nouveaux cas et une prise en charge efficace des patients. « Au-delà du financement de l'aide sanitaire d'urgence, ce projet permet aux autorités de soutenir financièrement les ménages pauvres affectés par la Covid-19, ou ceux rendus vulnérables par la maladie, en utilisant les différents mécanismes des filets sociaux », a indiqué Coralie Gevers, directrice des opérations de la Banque Mondiale pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo, et la Guinée. A la Banque Mondiale, il faut ajouter le PNUD¹⁴ qui a remis du matériel et des équipements en soutien à la réponse du gouvernement ivoirien à la pandémie de Covid-19. En outre, l'ONG Action Contre la Faim et l'AFD (Agence Française de Développement) s'associent contre la Covid-19 en Côte d'Ivoire en faisant un important don à 17 (dix-sept) établissements de santé d'une valeur de 30.000.000 de FCFA. Ce don est accompagné d'un support technique et financier pour la formation de 680 personnels de santé et la remise à niveau d'infrastructures d'eau dans les centres de santé. Aussi, le partenariat entre le Programme alimentaire mondial, l'ONUSIDA et la Fondation Magic Système, une organisation non gouvernementale œuvrant dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'environnement et de la culture, propose des transferts en espèces de 51.000 francs CFA (environ 80€) par foyer pour couvrir les besoins alimentaires pour deux mois. Elle distribue également des kits d'hygiène et des équipements de protection pour limiter la transmission de la COVID-19 et fournir des conseils de nutrition. « Le transfert d'argent m'a permis d'acheter des médicaments pour trois mois et de faire des réserves de riz pour la famille. Cela m'a donné la force de continuer et j'ai trouvé le sourire », déclare une bénéficiaire lors de nos enquêtes. La priorité est donnée aux ménages dirigés par les femmes de même que les ménages comprenant des femmes enceintes et mères allaitantes, des enfants en bas âge, des personnes âgées, des personnes handicapées ainsi que des personnes vivant avec le VIH. De ce qui précède, il ressort que les partis politiques, les ONG, le gouvernement et les organisations internationales ont conjugué leurs efforts pour faire des dons pouvant contrarier la propagation de la Covid-19. S'il est vrai que ces dons ont soulagé les populations, il est aussi vrai que certains donateurs comme les partis politiques profitent de la situation pour assouvir leurs ambitions politiques. Toutefois, il faut noter que cette pandémie a eu des répercussions sur la Côte d'Ivoire.

¹³ Rapport de la Banque Mondiale, Côte d'Ivoire : un financement additionnel de 35 millions pour lutter contre le coronavirus, publié le 5 mai 2020.

¹⁴ Rapport du PNUD, appui à la riposte contre la Covid-19 en Côte d'Ivoire, 1^{er} décembre 2021

3. L'impact de la covid-19 en Côte d'Ivoire

Nous pouvons résumer l'impact de la Covid 19 en deux (02) ordres qui sont : l'impact politique et l'impact socio-économique et culturel.

3.1 Au niveau politique

L'on a constaté un déplacement subtil de jeu électoral avant date autour de la Covid-19. Celle-ci a en effet offert l'occasion aux adversaires politiques de tester leur force et popularité sur le terrain. Il existe désormais un lien social entre les partis politiques et les populations. Ce lien se tisse au travers d'un jeu de dupes entre l'opposition et le parti au pouvoir sur le don et la critique du don. Personne ne veut donner l'impression de faire la politique pour la conquête du pouvoir d'Etat, cela n'est qu'un paravent pour entretenir les bases électorales pour se rapprocher des populations et conquérir de nouveaux terrains. La pandémie de la Covid-19 est devenue actrice des joutes électorales qui occupe le terrain et structure des luttes à distance entre le parti au pouvoir et l'opposition à travers des dons. Le RHDP à travers sa mobilité a tenté dans ce contexte de crise sanitaire de séduire aisément les nouveaux majeurs¹⁵, d'entretenir ses bastions et de conquérir de nouveaux espaces. Cette crise sanitaire qui a commencé dans un contexte de tension entre le pouvoir et l'opposition qui contestait la réforme constitutionnelle du code électoral proposé par le gouvernement, s'est muée en complément de décor sur le théâtre des joutes politiques en Côte d'Ivoire. En outre, force est de constater que les mesures prises par le gouvernement du moins certaines, comme l'interdiction de rassemblement de personnes (moins de 50 personnes), l'isolement de la capitale économique Abidjan etc. constituent déjà la restriction des libertés pour les mouvements sociaux et les mouvements de contestataires. Si on peut utiliser ce genre de restrictions pour de bonnes raisons qui consistent à stopper la propagation de la pandémie, on peut l'utiliser aussi pour gagner un peu de répit et museler l'opposition. En Côte d'Ivoire, c'est cette deuxième réponse que l'opposition reproche au parti au pouvoir, profiter de la maladie pour être plus proche des populations pendant que l'opposition est "confinée" ici à Abidjan.

3.2 Au niveau socio-économique et culturel

Les impacts de la Covid-19 sont globalement négatifs d'après les résultats du rapport de l'Institut national des statistiques sur la Covid-19 (2020) en Côte d'Ivoire. En effet, sur le plan économique, au niveau du secteur formel, on observe une baisse de l'activité économique annuelle de 26,2% par rapport à 2019 et une destruction temporaire d'environ 23.000 emplois au cours du mois d'avril et une projection de 131.000 pertes d'emplois à fin décembre 2020. Concernant le secteur informel, les impacts de la pandémie sont plus importants en ce sens que 94% des chefs d'unités de production informelle ont été affectés par une baisse de fréquentation de la clientèle (50%) et une baisse (ou l'annulation) de commandes (44%)¹⁶. Aussi, le secteur informel a été affecté par la modification et l'obligation de fermeture imposée par les décisions gouvernementales (18%). Un autre effet de la COVID-19 sur les entreprises informelles est la baisse du chiffre d'affaires de 79% et du bénéfice de 84% comparativement au mois de février

¹⁵ Environ 5 millions de jeunes ivoiriens ayant récemment atteint la majorité électorale et susceptible d'être persuadés d'orienter leur vote d'un côté comme de l'autre à leur relative "perméabilité" politique.

¹⁶ Rapport BAD : perspectives économiques en Afrique, supplément dans le contexte de la crise sur les entreprises et les ménages, 2020.

2020¹⁷. Par ailleurs, les rémunérations versées en mars 2020 sont de 62% inférieures à celles de février 2020. Les ménages, quant à eux observent aussi des changements concernant leurs conditions de vie du fait de la pandémie. En effet, ils ont augmenté durant la période de la pandémie leur consommation alimentaire (47%) et leur communication (26%). En outre, ils ont subi une baisse de revenus de 72%. En sus de ces effets pervers, le rapport de l'INS montre qu'à la date du 30 avril, 27,5% des chefs de ménages étaient au chômage.

Sur le plan social, il y a des chômages techniques partiels ou définitifs qui ont été annoncés tout au long de l'année 2020. Selon les chiffres officiels à travers le rapport de l'INS, ce sont plus de 21.000 employés qui sont concernés¹⁸. Tous les secteurs d'activités ont été et continuent d'être fragilisés par la Covid-19. L'industrie culturelle quant à elle n'est pas en reste. Plusieurs événements internationaux, notamment des concerts, festivals et toutes les salles de cinéma, de spectacles, ainsi que les bars et autres restaurants ont vu leurs portes fermées pour respect des mesures barrières. Il en est de même pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. De ce qui précède, la pandémie Covid-19 a plongé la Côte d'Ivoire dans la détresse au point que tous les secteurs d'activités ont roulé au ralenti.

Conclusion

Il ressort que la Covid-19 qui est entrée en Côte d'Ivoire en mars 2019 a bouleversé l'habitude des populations ivoiriennes. Avec une propagation très rapide, cette pandémie a contraint le gouvernement ivoirien à prendre des mesures préventives pour la circonscrire. Entre autres mesures, il y a eu la fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes, l'état d'urgence et l'instauration d'un couvre-feu nocturne. Même Abidjan, qui est le principal foyer est isolé du reste du pays ; ce qui va avoir des incidences sur le rythme des activités économiques, l'interdiction de rassemblement de personnes (moins de 50 personnes), etc. Si ces mesures prises par l'Etat de Côte d'Ivoire ont ralenti ou diminué le nombre de décès et le nombre de contaminés, elles ont été sources de polémiques parce que diversement appréciées par la classe politique, les organisations internationales et les populations elles-mêmes. Pour les détracteurs de ces mesures notamment l'opposition ivoirienne, le gouvernement utilise ces mesures à des fins électoralistes pour se positionner par rapport aux élections présidentielles qui se profilaient à l'horizon. Il contraint l'opposition à se "confiner" à Abidjan pendant que les membres de son parti peuvent braver ces mesures pour dit-on faire des dons aux populations vulnérables, ce que rejette du revers de la main le parti au pouvoir. Cette polémique se traduit sur le terrain par la remise des dons aux populations. Les animateurs de la scène politique ivoirienne ont vu en cette pandémie une occasion de se rapprocher davantage des populations qui sont encore sous le choc de la crise postélectorale à travers leurs différents dons dans le but d'accroître leur audience et se hisser au sommet de l'Etat au soir de l'élection présidentielle d'octobre 2020.

Références bibliographiques

Akindes, F. (2020). Interview réalisé par *Jeune Afrique* du 1^{er} avril 2020.

Bley D. H. (2021), Les parties politiques à l'épreuve du Coronavirus: entre réponse à la pandémie et enjeux politiques en Côte d'Ivoire. Article disponible sur le lien

¹⁷ Rapport BAD : perspectives économiques en Afrique, supplément dans le contexte de la crise sur les entreprises et les ménages, 2020.

¹⁸ Rapport INS : analyse qualitative des effets de la COVID-19

- <https://ivoiroland.org/2021/01/27/les-parties-politiques-a-lepreuve-du-coronavirus-entre-reponse-a-la-pandemie-et-enjeu-politique/>
- Duben .V. (2020). La Côte d'Ivoire entre déni, panique et restrictions" in *Jeune Afrique* du 24 mars 2020
- FOBAH E. P. (2020). Lutte contre le covid-19 en Côte d'Ivoire: Un pays et deux visions de la République. Article disponible sur le lien <https://connectionivoirienne.net/2020/04/11/lutte-contre-le-covid-19-en-cote-divoire-un-pays-et-deux-visions-de-la-republique/>
- Foucault, M. & Bono, P.-H. (2022). Coordination Bertrand Savoye, Perceptions des premiers mois de la crise dans six pays d'Afrique, *Papiers de Recherche* :1-64
- Hayat S. (2020). COVID-19 : pourquoi la réaction du gouvernement français menace la démocratie. Article disponible sur le lien <https://www.socialter.fr/article/covid-19-pourquoi-la-reaction-du-gouvernement-francais-menace-la-democratie>
- JEUNE AFRIQUE, Coronavirus en Afrique (2020, p.8) : "une carte pour suivre au jour le jour l'avancée de la pandémie", 1^{er} avril 2020
- Konan, A. S. (2020). *Côte d'Ivoire* : polémiques à répétition après la mise en place des mesures contre le coronavirus
- Lida D. S. & Baller, J. (2021). Covid-19 en Côte d'Ivoire : la figure sociale de la maladie à Abidjan, dans *Monde en Développement*, (4)196 :7-26
- Nesmon De L. (2020). Côte d'Ivoire : Violences policières pendant l'application du couvre-feu, *Le Monde Afrique*, 30 mars 2020
- Rapport de la banque mondiale (2020), Côte d'Ivoire : un financement additionnel de 35 millions pour lutter contre le coronavirus, publié le 5 mai 2020
- Rapport du PNUD (2021), appui à la riposte contre la COVID-19 en Côte d'Ivoire, 1^{er} décembre 2021
- Rapport BAD (2020) : perspectives économiques en Afrique, supplément dans le contexte de la crise sur les entreprises et les ménages
- Rapport INS (2020) : Analyses qualitatives des effets de la Covid-19
- Traoré D. M. (2020), Déclaration de la FESACI – confédération générale relative à la pandémie du COVID-19, 5 p. Déclaration disponible sur le lien https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/fesaci_-_cg_decla...
- Vanié F. L. (2020), COVID-19 en Côte d'Ivoire: Le défi du respect des mesures prises par le CNS. Article disponible sur le lien <https://ci.opera.news/ci/fr/politics/e41ffc3b7c3f7ea4c14fc2b2ca6abea8>

Sources orales

- BAMBA Y., habitant Abobo BC, interview réalisé le 22 juillet 2020
- BLE G., cadre de l'Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), interview réalisé le 10 septembre 2020
- KOUAKOU H., membre d'une organisation non gouvernementale en Côte d'Ivoire, interview réalisé le 19 juillet 2020
- KOUAKOU K. G., président des jeunes dans un sous quartier de Yopougon, interview réalisé le 19 juillet 2020
- OUSMANE Z., enseignant-chercheur, politologue à l'Université Alassane Ouattara a été interrogé le 15 juin 2020 à Bouaké
- SERY G. G., membre du bureau de la jeunesse du FPI, pro-Gbagbo à Yopougon, interview réalisé le 20 juillet 2020
- YAPI Y. A., professeur d'anglais dans un lycée d'Abidjan, interview réalisé le 20 juillet 2020
- YOUAN Bi A., interview réalisé le 21 juillet 2020